

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Panorama-politique-economique-et-social-argentin-au-decembre-2003>

# **Panorama politique, économique et social argentin au décembre 2003**

- Argentine -

Date de mise en ligne : dimanche 21 décembre 2003

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

## PANORAMA POLITIQUE

### Réparations

Les débats méthodologiques entre le Ministère de l'Économie et l'Indec (Institut National de Statistique et Recensements) sur les statistiques du chômage n'arrivent pas à déguiser l'envergure du problème : dans le pays plus de cinq millions de personnes ont des problèmes d'emploi, dans une gamme qui va depuis le sans emploi complet jusqu'à l'emploi à temps partiel.

Il y a des jeunes de trente ans qui n'ont jamais eu un travail ou n'ont jamais appris un métier. Et se comptent par des dizaines ou des centaines de milliers ceux qui s'ils trouvaient demain un emploi qualifié, ne sont pas dans des conditions de l'effectuer à cause d'insuffisances dans l'éducation et la formation de base. Les enquêtes ne signalent pas non plus les manques de ceux qui travaillent, soumis à une précarité maximum, avec des horaires rallongés, sans droit au paiement d'heures supplémentaires ni aux repos hebdomadaires, rémunérés dans la plupart des cas par des salaires qui ne parviennent pas à couvrir les nécessités minimales d'une famille type, dépouillés des droits du travail que la classe ouvrière avait conquis pendant le XX<sup>e</sup> siècle.

Pour décrire les conditions de travail et de vie des plus faibles, exclus ou inclus, il est nécessaire de remonter à l'histoire classique des premières associations prolétaires et artisanales de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, aussi exagérée que puisse paraître la comparaison. Il n'y a pas de exagération qui n'ait sa place dans l'histoire vitale des pauvres actuellement.

C'est seulement dans ce contexte qu'on peut considérer le cas des corruptions au Sénat -durant l'année 2000- pour approuver la réforme de travail promulguée par le Pouvoir Exécutif. Une loi qui a annulé en une seule fois un demi siècle de conquêtes ouvrières. Dans le cas contraire, sans les effets sociaux d'un tel l'acte, la démarche pourrait être confondue avec une affaire de morale individuelle, dont les effets endommageraient exclusivement le prestige des parties impliquées dans la corruption, mais sans davantage de conséquence. Il n'en n'est pas ainsi : les corrompus ont perçu de l'argent pour causer des dommages à des millions de concitoyens et les corrupteurs ont payé avec pour les mêmes raisons ou pire par indifférence envers le destin collectif. Si on prend la signification avec toute son ampleur, la Justice se chargera du jugement et de la punition que permettront les preuves, mais l'Exécutif et le Législatif sont appelés à une obligation qui n'a déjà pas besoin d'attendre le jugement judiciaire.

Il est urgent d'annuler la loi qui résulte de cette réforme pour restituer aux travailleurs leurs droits qui ont été soustraits. C'est la justice minimum et possible, bien que les trois centrales syndicales n'aient pas eu le réflexe, jusqu'à présent, d'adhérer à cette demande avec toute la force dont elles peuvent être capables.

Il faudrait attendre, en plus, que la classe politique soit capable de nettoyer les ordures de ses salons intérieurs, mais c'est un vain espoir. Tellement naïf ou inutile comme celui de ceux qui, au début des deux décennies précédentes de démocratie, croyaient que les Forces Armées, si on leur donnait l'occasion, pourraient amputer de leurs corps les tumeurs malignes qui se sont développées durant les années de plomb.

Comme un symbole de cette impuissance sénile de la vieille politique, nous avons la démarche de l'ex-président Fernando de la Rúa, exhibant sans pudeur ses excuses de carton pâte, dont le pathétisme ne provoque même pas des éclats de rire, étant donné le fraude tragique de la volonté populaire qu'ont signifiée ses deux années de gestion, en plus de l'épisode de corruption au Sénat. En parallèle, apparaissent -quelques membres -peu mais importants - de cet ancien Exécutif qui profitent de l'occasion pour arrêter l'hémorragie des blessures dans leurs propres images, même si pour réussir, il font abstraction des répercussions économiques- sociales des politiques d'ajustement, subordonnées au Fonds Monétaire International (le FMI), du gouvernement qui été coprotagoniste, entre autres de la très questionnée réforme du travail, mais avant il y a eu un « impuestazo » (augmentation des impôts) et une diminution forcée des salaires des fonctionnaires, pour ne pas citer la liste complète des fraudes.

Si on peut s'attendre à rien ou très peu de la classe politique pour nettoyer les institutions, les tribunaux non plus ne sont pas de pleine confiance. Hier, à midi, à la télévision, le président Néstor Kirchner a condamné sans hésitation : "J'ai la même confiance dans la Justice que celle qu'a le peuple". Veut-il dire qu'à la fin, il ne se passera rien ?

Une réponse hâtive peut être tellement équivoque comme quelques interprétations d'extrémités contraires sur ce qui est arrivé il y a deux ans, quand les « casseroles » ont exprimé avec les coups, le désespoir populaire. Pour certains, cela a été "l'argentinazo" qui aurait mis le peuple au bord d'un processus révolutionnaire, sans le consommer, tandis que d'autres considèrent que rien ne s'est passé parce que ceux qui devaient partir sont restés. Le plus probable est que l'analyse la plus véridique circulera entre ces extrémités, pourvu qu'on prenne en considération que les processus politiques et sociaux, contrairement aux photographies statiques, requièrent de nouveaux et multiples regards au fur et à mesure qu'ils se produisent.

Il arrive ainsi, de faire référence, avec le mouvement « piquetero » qui durant ces dernières années a modifié son visage, le fond et la forme. Déjà personne ne peut le considérer comme la réunion passagère de désespérés, qui utilisaient la seule mesure de force que leur situation sociale leur permettait, la coupure de rues et des routes. C'était un mouvement presque sans organisme, sans programme propre, ni buts très clairs, indépendamment de la protestation et de la rébellion. Dans l'année 2000 il a été reconnu comme un allié des classes moyennes -"piquette, casserole, la lutte est une seule" -, ceux-là mêmes qui aujourd'hui paraissent dérangés par leur présence constante et cette habitude inconfortable d'interrompre la circulation quotidienne. A l'intérieur du mouvement, qui a déjà une juridiction nationale, se sont profilés des groupements différenciés par les différents points de vues de leurs dirigeants sur la situation actuelle et, par conséquent, scindés dans diverses conduites pour influencer cette réalité. En même temps, une bonne partie de ces communautés organisées prennent en interne des initiatives communautaires (depuis des potagers jusqu'à des usines de chaussures) pour élever la qualité de vie de leurs associés et quelques unes, la Fédération de Terre et de Logement (FTV) par exemple, activent le pas pour reconverter les politiques de subventions d'aides dans d'authentiques politiques de revenus et de création de nouveaux emplois.

On a beaucoup spéculé sur la possibilité de violence durant la préparations des commémorations des journées d'il y a deux ans, mais vendredi cela s'est passé sans heurts malgré les présages de répétition de pillages dans la banlieue, et peut-être la journée d'aujourd'hui complète la commémoration avec la passion militante mais sans débordements provoqués par la rancœur ou pour rien, sans mentionner les professionnels de la provocation. Les piqueteros, en général, ont l'occasion de montrer de la maturité et trempe et, même, ils gagneront en prestige social et culturel. De toute façon, l'évocation permet de renouveler le compromis dans la conscience de tous, avec la demande qui reste en suspens : qu'ils partent tous, ceux qu'ils doivent partir. Et, de même, qui ne viennent pas, ceux qui ne doivent pas venir, comme l'attaché militaire qu'a envoyé le gouvernement uruguayen de Batlle, identifié comme un ex-stortionnaire dans la clandestinité du Terrorisme d'État Rioplatense.

D'un côté, c'est un autre épisode dans les mauvaises relations entre Batlle et Kirchner, qui s'affrontent sur les questions des droits de l'homme, mais aussi, c'est la preuve que les conservateurs n'hésiteront pas quand ils auront l'occasion, de faire une place aux monstres dans des positions protégées par l'État de l'impunité.

### **PANORAMA ÉCONOMIQUE**

#### **La vérité n'est jamais triste**

**Par Alfredo Zaiat**

Página 12, 20 décembre le 2003

Pendant les années où José Alfredo Martínez de Hoz était au Palais de Finances, l'idée brillante qu'a eu la dictature pour maquiller la réalité fut celle de créer un indice d'inflation "descarnado" (sans viande) : éliminer la variation de la viande pour que la moyenne des prix ne soit pas si importante. Un autre fils du « Processus », Domingo Cavallo, ministre de Carlos Menem, a inauguré la diffusion de ses « propres » rapports, sous la supervision Juan Jose Llach, pour relativiser la croissance du chômage qu'offrait sa créature : la convertibilité. Roque Fernández a aussi essayé d'avancer sur les chiffres de l'Indec. Ce virus appelé "je n'aime pas la réalité" n'a pas évité Robert Lavagna, non plus.

Ce virus inquiétant a fait une première incursion quand le ministre s'est entêté avec le fait qu'il avait moins des pauvres que ce qu'indiquait l'organisme consacré à élaborer les principales statistiques nationales. Sa thèse, démolie par les spécialistes, était que les pauvres achètent davantage de choses bon marché et, par conséquent, la valeur du panier des biens de base, devrait être calculée en prenant en compte les prix minimum et non les moyennes, comme le fait l'Indec.

Maintenant, avec les chiffres du chômage, on a économisé l'effort de penser une nouvelle théorie innovatrice et d'emblée on a freiné la diffusion du rapport avec la nouvelle méthodologie de mesure.

La stratégie fut maladroite : on a élaboré, pour semer la confusion, un machin statistique, qui n'a pas de la cohérence technique. Et avec un but médiatique indéniable : montrer un faible chiffre du taux de chômage. En réalité, le chômage est tombé mais, le pourcentage de personnes qui n'ont pas de travail est plus grand que ce qu'on pensait, parce qu'on a amélioré la qualité du relèvement, en récupérant dans l'enquête des formes occultes d'occupation et de chômage. Ceci est tellement simple de communiquer comme de comprendre que cela a été tripoté de façon grossière par Lavagna lui même. Au lieu de profiter de l'occasion pour démontrer la volonté de transparence, et à la fois montrer que les conséquences désastreuses du modèle des années 90 ont été encore pires, le ministre a placé le gouvernement de Kirchner dans une posture inconfortable en jouant le premier grand rôle ridicule de sa courte administration.

Au sein de l'Indec, on explique que la vieille enquête a cessé d'être effectuée et, par conséquent, "l'extrapolation, projection et imputation" avec la nouvelle enquête pour estimer le taux de chômage est d'une faiblesse technique qui oblige à l'écarter. Comme c'est enseigné dans les cours de base de statistiques, il n'est pas correct de mélanger les poires avec les pommes, à moins qu'on veuille faire une salade pour tromper. Le fameux 14.3%, qui a gagné les rubriques de quelques quotidiens et les JT de la télévision et des radios, est une statistique "fausse". Il se peut que Lavagna se soit senti satisfait avec le "succès" de son intervention médiatique de (des) informer. Mais celle-ci n'est pas arrivée à temps pour freiner à Rosario la distribution de la nouvelle enquête, qu'aujourd'hui Página/12 diffuse avec la collaboration des journalistes de Rosario/12, qui révèle que le chômage a atteint le 16.3% de la Population Économiquement Active. Ce pourcentage inclut une grande partie des bénéficiaires des plans « Chefs de famille » comme employés, distorsion qui vient à la traîne de relèvements précédents. Sans ces plans, les chômeurs "vrais" dépassent les 20%.

Cette manoeuvre surprend encore plus quand on sait que le Gouvernement a un tableau de travail compliqué mais avec une tendance légère positive. Des attentes meilleures existent par rapport au fait justement que cette angoisse paralysante du licenciement n'existe plus. Et aussi à ce qu'avec une économie en croissance la possibilité d'obtenir un emploi a aussi augmenté. De toute façon, la situation de travail est difficile puisque ces nouveaux travaux sont offerts « au noir », dans des conditions précaires et pour de bas salaires. Mais la destruction d'emplois s'est arrêtée, elle qui était une des caractéristiques dramatiques des pires moments de la crise. Toutefois, comme dans la seconde moitié des années 90, l'emploi formel montre une évolution plus lente que celle qui est enregistrée dans le circuit « au noir ».

Le spécialiste sur les questions du travail, Javier Lindenboim, explique « Dans le marché du travail en Argentine dans la transition séculaire », chaque fois moins et de pires emplois, qui "se vérifie que quand il y a augmentation de l'emploi salarié celui-ci est soutenu par le travail précaire. Et quand il y a chute, l'expulsion domine sur des postes protégés ". Ce comportement disparate n'est pas du au fait que les coûts de travail en Argentine sont plus élevés que ceux en vigueur dans d'autres pays, comme soutiennent les économistes orthodoxes. Un document récent du Ministère du Travail indique que le niveau des contributions patronales en Argentine est un de ceux les plus faibles de la région, après le Chili, et de plusieurs pays de l'Union Européenne.

De plus, vouloir forcer la réalité en induisant les médias à (des) informer, alors que le panorama du travail est tellement inquiétant et complexe qu'il s'avère presque impossible que la société assimile qu'il n'y a pas de problèmes d'emploi. Cela fait une décennie que l'Argentine a un chômage à deux chiffres : en 1994, il a dépassé les 10% et

depuis lors, avec une crête de 21.5 en 2002, il n'est jamais retourné à un seul chiffre. Ceci signifie que le pays est en train de fêter sa dixième années avec un taux de chômage très important, soit la période la plus prolongée de ce phénomène d'exclusion du travail de son histoire économique moderne. Pour ce motif, au-delà des statistiques, la résolution de la question du travail est la demande sociale prioritaire de l'opinion publique, selon une récente étude du Centre d'Études Nouvelle Majorité. Le combattre avec des mesures statistiques c'est une stratégie lâche et mauvaise et d'essayer de les altérer, est pire encore.

### PANORAMA SOCIAL

#### Le chômage

Par Raúl Dellatorre

Página 12, 20 décembre le 2003

Indice captif prend fuite de ses capteurs. La fuite a pris fin avec le mystère imposé par Lavagna sur les chiffres correspondant à la nouvelle méthodologie de mesure. Les chômeurs sont plus nombreux, mais ils viennent à diminuer fortement. Ils sont 2.750.000 selon le nouvel indice, plus de 870 mille bénéficiaires des plans Chefs de famille enregistrés comme employés. Un million de plus de personnes sont sur le marché du travail, selon les nouvelles mesures de l'Indec. Le taux d'activité est plus haut que ce qui était supposé, ce qui élève aussi le nombre de chômeurs.

Grâce à une fuite involontaire de l'Institut Statistique et Recensements de Santa Fe, on a su hier que le taux de chômage - que le Ministère de l'Économie a récemment autorisé à diffuser prochain mardi - a atteint au troisième trimestre 16,3%. En accord avec la nouvelle méthodologie mise en place par l'Indec, ce taux est inférieur à celui enregistré pour les deux premiers trimestres de l'année, avec 20.4% au premier et 17.8% au deuxième.

Toutefois, en dépit des bonnes nouvelles, la "politique de communication" du Palais de Finances a jugé recommandable de dissimuler la donnée jusqu'après le week-end et de diffuser, par contre, une "projection statistique" qui ferait apparaître un indice plus faible, de 14.3 pour cent, bien qu'éloigné de la réalité. Le taux de chômage qu'on diffusera officiellement mardi permet d'estimer à plus de deux millions 750 mille le nombre de personnes au chômage, auquel il conviendrait d'ajouter 870 mille autres qui sont bénéficiaires des plans Chefs de famille et qui dans le nouvel indice figurent comme occupées (soit au total plus de 3.6 millions de chômeurs). En même temps, ceux qui sont sur-occupés dépasseraient les 2.8 millions.

La décision concernant la "politique de communication" du Palais de Finances a provoqué un grand dégoût au sein l'Indec, puisqu'elle a obligé l'organisme à ne pas respecter pour la première fois depuis de nombreuses années son obligation de diffuser les statistiques à la date prévue. L'Institut a élaboré une nouvelle série sur la base d'une re conception du questionnaire qui est pris comme base de l'Enquête Permanente des Foyers (EPH), où apparaissent non seulement les données de l'emploi mais aussi de celles relatives aux revenus des foyers. À partir de celles-ci, donc on élabore les statistiques sur la pauvreté et l'indigence.

Mais comme les données résultant de la nouvelle méthodologie faisaient apparaître un indice du chômage (16,3) supérieur à l'indice de la mesure de mai passé avec la vieille méthodologie (15.6), le ministère de l'Économie a préféré s'économiser le travail de devoir expliquer que les indicateurs ne sont pas comparables et, simplement, mettant dans un tiroir les données nouvelles et a communiqué une simulation des données avec la vieille méthodologie puisque, en vérité, l'enquête avec les vieux formulaires a déjà cessé d'être menée. Plus encore, on a anticipé que les données sur l'indigence et la pauvreté seront communiquées en mars 2004 (avec les chiffres d'emploi du quatrième trimestre de cette année).

Les données désagrégées, qui ont été connues à partir de l'information diffusée par l'Institut Provincial Statistique et Recensements de Santa Fé, montrent que les zones urbaines du Grand Rosario et de la banlieue de Buenos Aires sont celles qui conservent encore les niveaux plus hauts de chômage, avec des taux de 19.4% dans le premier cas et de 19.3% dans le second cas. Dans les deux cas, les indicateurs indiquent une relance de l'emploi pour cette année, puisqu'ils partent de taux de chômage supérieurs à 22% au premier trimestre (toujours en accord avec la nouvelle méthodologie). Dès lors, le problème de la sur-occupation est une préoccupation plus marquée dans le secteur métropolitain de Buenos Aires, avec un chiffre semblable à celui du chômage (19.3).

Une autre donnée importante est apparue de la nouvelle méthodologie appliquée par l'Indec, c'est que le taux d'activité est plus haut que ce qui était estimé jusqu'à présent. C'est-à-dire, il y a davantage de gens sur le marché du travail que ce qu'on croyait. En découle aussi que la quantité de chômeurs qui en résulte est supérieure à celle qui pouvait être estimée avant avec un taux égal de chômage. Contre 43% de taux d'activité prévu précédemment, les nouvelles enquêtes font apparaître 45,7 % ce qui signifie des millions de personnes en plus sur le marché.

Les chiffres diffusés par l'institut de statistique santafesino - avant que Lavagna puisse étendre le verrouillage à la province littorale - ne révèlent pas la situation du travail sur les 28 agglomérations relevées dans l'échantillon de l'Indec. Beaucoup de zones de l'intérieur sont regroupées par régions. Ainsi, on observe que le taux de chômage atteint des niveaux élevés dans les secteurs de la Pampa et Nord-ouest (16.4 et 14,1), et un niveau moyen dans et le Nord-est (12.4 Duquel et 11,3) et encore relativement faible dans la Patagonie (8.6).

Pris sur de grands centres urbains, les chiffres révèlent un certain signe préoccupant le grand La Plata et Mar del Plata - Batán, où les indices du troisième trimestre (15.2 et 16.8%, respectivement) sont légèrement plus hauts que ce qui ceux du second trimestre, cassant la tendance qui est observée dans le reste du pays.

La nouvelle conception d'enquêtes de l'Indec lui permettra de s'approcher plus de la réalité de la population au travail. On effectuera un relèvement continu et non ponctuel à seulement deux dates (mai et octobre) de l'année. Elle ne sera pas non plus aussi rigide que la précédente, dans laquelle le seul fait que celui qui a enquêté ait travaillé une seule heure dans la dernière semaine lui donnait le caractère d' "occupé". "Le questionnaire améliore substantiellement et il y a une plus grande rigueur dans la statistique en prenant des moyennes trimestrielles au lieu d'échantillons ponctuels", commentent, de manière conjointe, plusieurs spécialistes.

De là à ce que les données qui apparaissent de la nouvelle modalité soient beaucoup fiables que celles qui résultées de la vieille méthodologie et, plus encore, d'une "projection" ou d'une "interpolation" des données entre l'une et l'autre façon de les recueillir. Robert Lavagna a préféré, toutefois, éviter tant d'explications et a choisi de continuer pour quelques jours de plus avec la vieille méthodologie et de retarder jusqu'à la veille de Noël l'annonce du nouvel indice. Avec l'espoir, peut-être, que qu'il passe alors inaperçu.

**Página 12**, 20 décembre le 2003